

La complémentarité des banques et des microbanques dans une approche de la comptabilité des flux et des stocks.

Koffi Sodokin[#]

Octobre 2006

Résumé

L'objectif de ce papier est de démontrer les relations complémentaires entre les banques officielles (les banques) et les institutions de microfinance (les microbanques) dans un modèle flux-stock initialement proposé par Godley et Lavoie. Nous montrons que les banques officielles accommodent conjointement avec les microbanques les demandes de financement des coûts de production des firmes et des microfirmes jugées solvables dans les pays en développement (P.E.D). En conséquence, dans les économies contemporaines des pays les moins avancés, le système bancaire est à deux paliers avec une structure atypique. Un premier palier constitué par la Banque Centrale qui harmonise l'ensemble du système de paiement, un second palier constitué de deux catégories de banques. La première catégorie est constituée des banques commerciales officielles (les banques) et une deuxième catégorie constituée des banques de facto (les microbanques). Les banques et les microbanques jouent un rôle central dans le processus macroéconomique de production des revenus en coordonnant conjointement les anticipations et les actions des différents secteurs économiques des P.E.D.

Mots clés : *Banques, microbanques, complémentarité, flux-stock, pays en développement.*

Abstract

This paper aims to show complementary of official banks and microbanks in a stock-flow accounting framework initially proposed by Godley and Lavoie. We show that the official banks and microbanks finance the production costs of credits worthy firms and microfirms in Low Developing Countries (LDCs). Consequently, in the contemporary economies of LDCs, the banking system is at two stages with an atypical structure. At the first stage we have the Central Bank which harmonizes the whole payment system, and at the second stage, we have two categories of banks. The first category are the official commercial banks (banks) and the second category are the banks de facto (the microbanks). Banks and microbanks play a central role in the macroeconomic process of income generation by coordinate together anticipations and actions of the various economic sectors in LDCs.

Keywords: *Banks, microbanks, complementarity, flow-stock, West Africa, Low developing countries.*

Jel Classification : E40, E42, E44, E51, O11, O17

[#] Doctorant au Laboratoire d'Economie et de Gestion : Université de Bourgogne.

Email : ksodokin@u-bourgogne.fr; tél : (+33)06.13.12.51.33. Je voudrais remercier Marc Lavoie pour avoir lu une version antérieure de ce papier. Bien sûr, les erreurs et omissions demeurent de notre entière responsabilité.

Introduction.

Le fonctionnement complémentaire des microbanques (généralement qualifiées d'informelles ou de semi-formelles) et des banques (les banques officielles), a suscité très peu d'attention dans la littérature économique consacrée au développement des structures de la monnaie et de la finance dans les P.E.D. Les analyses qui ont abordé cet aspect du problème mettent en exergue l'existence de liaisons verticales ou horizontales [Nisbet (1969), Bell (1990), Basu (1994), Straub (2005), Varghese (2005)].

Les canaux de crédit des microbanques et des banques sont horizontalement liés du fait que les activités de prêteurs d'argent dans le secteur des microbanques peuvent être concurrentielles à celles des banques. Il est supposé dans cette perspective que les emprunteurs ont tendance à faire des "*allers et retours*" d'une source de prêts à l'autre.

En d'autres termes, les auteurs expliquent que les agents économiques essaient, dans un premier temps, d'accéder aux crédits de la banque et en cas d'échec se retournent vers les microbanques, dans un deuxième temps.

Outre, les relations horizontales qui peuvent exister entre les microbanques et les banques, les auteurs mettent également l'accent sur une interaction verticale entre ces intermédiaires dans les pays en développement.

Les canaux de crédit des banques et des microbanques sont verticalement liés puisque les fonds provenant des banques sont souvent redirigés vers les petits entrepreneurs par l'intermédiaire de groupes de prêteurs informels opérant dans le secteur des microbanques.

Dans ce cas de figure, on considère que les prêteurs informels empruntent des fonds dans le secteur institutionnel des banques et les prêtent à nouveau à des emprunteurs qui en font la demande et qui ont un niveau de confiance élevé ou qui sont jugés légitimes. L'idée des auteurs est de dire qu'il existe un contrat hiérarchique fondé sur le fait que les prêteurs ruraux sont à même de détenir des informations fiables sur les emprunteurs rationnés par le secteur des banques officielles plus que ce dernier ne le peut. Les prêteurs informels dans le secteur des microbanques constituent, ainsi, un relais pour le secteur des banques dans la recherche de l'information sur les prêteurs jugés à priori non crédibles, [Fuentes, 1996].

Ces faits sont également vérifiés dans les pays ouest africains de l'U.M.E.O.A. Ils n'ont pas été étudiés de manière systématique mais si on se réfère aux variables statistiques¹ et sur l'évolution des microbanques, les faits décrits par Bell [1990] sont bien confirmés. L'ampleur l'est peut être moins par rapport à la situation décrite par Bell pour l'Inde. Dans le cas des pays ouest africains, les prêts des banques officielles pour les microstructures financières s'effectuent dans un cadre organisé où plusieurs caisses villageoises du secteur des microbanques se constituent en mutuelle pour pouvoir accéder aux prêts bancaires, comme par exemple au Burkina Faso [Mknelly et Kevane, 2002]. C'est également ce qu'on observe aujourd'hui en Inde dans le cadre du vaste programme lancé par le gouvernement indien pour faciliter l'accès à des sources de crédit externes des groupes d'auto-assistance [Bansal, 2003].

La première information principale apportée par les auteurs précités, est que les microbanques sont structurellement complémentaires dans leurs activités de crédits aux banques officielles dans les P.E.D.

La deuxième information que l'on peut déduire lorsqu'on regarde de près les activités de crédits des microbanques dans les pays en développement est qu'elles octroient des crédits qui sont destinés, soit au financement des dépenses de consommation des ménages, soit au financement des coûts de production des microentreprises. Dans le deuxième cas, le secteur

¹ Voir BCEAO/BIT (1998), "Banque de données sur les Systèmes financiers décentralisés dans l'U.E.M.O.A" et "Statistiques et Monographies sur les Systèmes Financiers Décentralisés (1999-2006)".

des microbanques provoque conjointement avec le secteur des microfirmes la production de revenus de nature nécessairement monétaire. Les microbanques sont, de ce fait, des banques *de facto* et sont fonctionnellement complémentaires aux institutions bancaires officielles dans les pays en développement [Sodokin, 2006a].

Pour montrer ces relations complémentaires dans un cadre comptable, nous proposons de procéder par un développement en trois parties. Dans la première partie, nous expliquons brièvement la nature des microbanques, et, ce qui les distingue structurellement des banques officielles dans les P.E.D. Nous présentons dans une deuxième partie le modèle flux-stock intégrant tous les secteurs économiques (services producteurs, banques, microbanques, firmes et microfirmes) et les articulations entre eux. Nous présentons dans une troisième partie les déterminants des relations complémentaires entre les différents secteurs. La démonstration formelle des interactions des différents secteurs nous permet de conclure que les microbanques et les banques sont structurellement et fonctionnellement complémentaires dans les P.E.D.

1. La structure de la monnaie et de la finance dans les économies en développement.

Le financement de l'activité économique dans les P.E.D est, d'une manière générale, assurée par les banques et les microbanques. Qu'est ce qui distingue institutionnellement les institutions bancaires officielles des microbanques dans les P.E.D?

1.1. Les institutions bancaires officielles.

Dans les P.E.D, en général et en particulier dans les pays ouest africains², le système bancaire officiel est constitué d'une banque centrale, de banques commerciales, de banques de développement, de caisses d'épargne, de compagnies d'assurances et des caisses publiques de sécurité sociale. La sphère monétaire et financière officielle est dominée par les banques commerciales et les banques de développement, avec une structure principale qui est caractérisée par une grande participation de l'Etat et de quelques banques étrangères qui y disposent souvent de la majorité des parts. Les opérations de crédits de ces institutions bancaires officielles, sont largement destinées aux entreprises de l'Etat et à quelques grandes entreprises privées qui font de l'exportation et de l'importation. Comparée aux opérations de crédits effectuées par les microstructures financières populaires vis-à-vis des ménages et des microstructures entrepreneuriales, la part des opérations de crédit des institutions bancaires officielles demeure relativement faible [Nissanke, 2001].

1.1.2. Les microbanques.

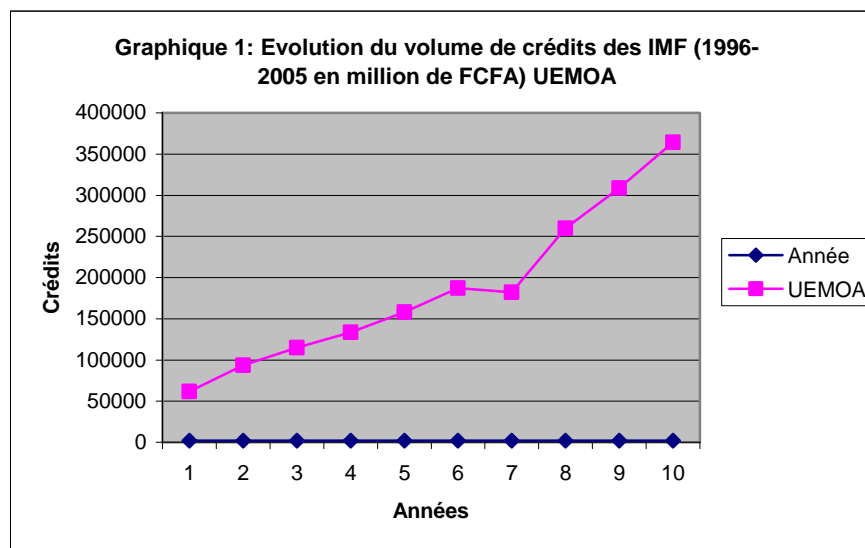
Les microbanques sont des microstructures financières populaires, en général des petites unités de financement auto-organisées, plus ou moins institutionnalisées, spécialisées dans les opérations de crédits aux ménages à faibles revenus et aux microentreprises [Lelart (2000a 2000b, 2002, 2005a, 2005b), De Aghion et Morduch (2005), Barboza et Bareto (2006), Aniket (2005), Basu, Blavy et Youlek (2004), Ghatak (1999), Doliguez (2002)]. Elles font de la microfinance. Il s'agit principalement des organisations de type coopératif (les coopératives d'épargnes et de crédit, les caisses villageoises, les mutuelles d'épargnes et de crédits), les organismes financés par les Organisations Non Gouvernementales (O.N.G) et les groupes auto-gérés et d'auto-assistance comme par exemple, les tontines et les associations

²Lorsque nous évoquons ces faits, nous ferons souvent référence à cet espace géographique comme exemple de pays en développement.

rotatives d'épargne et de crédits. Ces organisations sont, d'une manière générale, qualifiées d'informelles³ ou semi-formelles, parce que n'étant pas soumises aux statuts légaux d'une institution financière et ne faisant pas l'objet de réserves obligatoires dans leurs opérations de collectes de fonds (dépôts de la part non consommée des revenus des ménages) et de crédits à la production. On retrouve dans cette même ligne d'activités les prêteurs individuels et les collecteurs de dépôts qui font également du crédit et sont généralement connus sous le nom de tontiniers en Afrique de l'Ouest. Ces organisations ou agents privés répondent à la demande de clients particuliers, généralement exclus du système bancaire officiel et utilisent essentiellement l'épargne des ménages dans leurs opérations de crédit [Lafourcade et al. (2005)]. Cette perspective est également confirmée par Harper et Vogel [2005].

Harper et Vogel expliquent que l'épargne est la clé de l'avenir des microstructures financières populaires, non seulement comme un moyen d'offre de services financiers aux plus démunis mais également comme la source des fonds qui alimente le fonctionnement de ces microbanques. Dans les économies contemporaines des P.E.D, et comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises dans les lignes précédentes, le revenu monétaire, dès sa formation est instantanément épargné. Cela n'exclut pas cependant le fait que certains agents économiques puissent choisir de disposer de leur revenu selon leur préférence.⁴

Dans les pays ouest africains de l'U.E.M.O.A⁵ par exemple, l'évolution des crédits octroyés par les microbanques répertoriées par la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest est décrite dans la *Graphique 1* suivant.



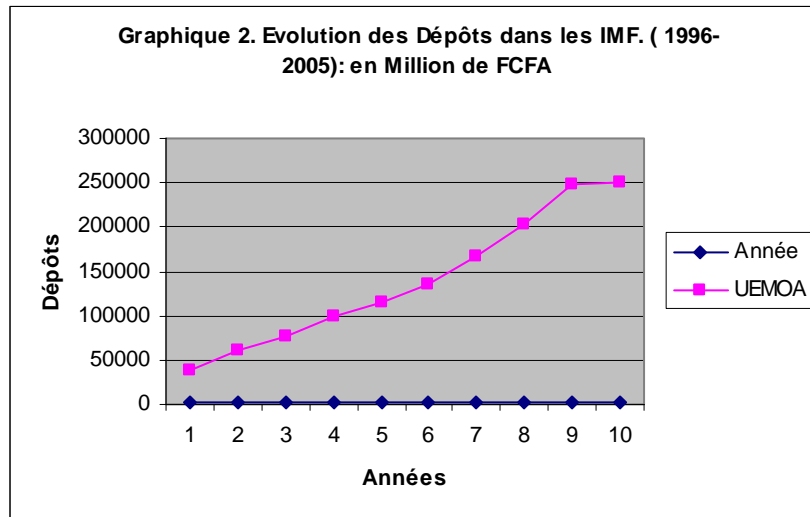
Source: *Statistiques sur les SFD (2002-2005) et Monographies sur les SFD (Diverses publications sur les Monographies 1998-2003)*. Données disponibles sur www.bceao.int

³ Par ailleurs, la frontière entre les microstructures financières populaires connues sous le nom d'institution de microfinance (aujourd'hui) paraît très mince. Voir, à ce propos, M.Lelart, 2002, p.15.

⁴ Pour la simplicité de notre raisonnement, nous considérons par la suite que les seuls actifs financiers à la disposition des ménages dans l'économie en développement considérée sont les dépôts bancaires et microbancaires.

⁵ L'U.E.M.O.A est l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et est composée des Etats comme le Bénin, Le Burkina Faso, La Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Les données utilisées dans ce travail ne prennent pas en compte la Guinée Bissau du fait qu'elle n'est rentrée que récemment dans l'Union.

Les offres de crédits des microbanques qui fonctionnent suivant les modèles des mutuelles et des ONG sont passés d'environ 61,6 milliards de francs CFA en 1996 à 364,2 milliards environ en 2005. Ils sont destinés au financement de la production de microstructures entrepreneuriales aussi bien qu'au financement de l'achat des biens de consommations. Les crédits sont généralement remboursés dans un fort taux de pourcentage qui avoisine souvent les 95%. L'évolution des dépôts est également dans la même tendance que celle des crédits (*Graphique 2*).



Source: *Statistiques sur les SFD (2002-2005) et Monographies sur les SFD (Diverses publications sur les Monographies 1998-2003)*. Données disponibles sur www.bceao.int

En regardant de près la structure du graphique 2, on peut constater que les dépôts au sein des microbanques ont augmenté de manière nette, en passant de 38 milliards de FCFA environ en 1996 à 250 milliards de FCFA en 2005. Les dépôts ont essentiellement servi à financer la production des microentreprises. L'épargne accumulée est donc la source la plus importante du financement de l'activité des microentreprises dans les pays de l'U.E.M.O.A.

Plusieurs autres organisations, comme les banques commerciales, les institutions régulées spécifiques et les organisations non gouvernementales interviennent aussi dans le secteur de la microfinance dans les pays en développement et plus spécifiquement dans les pays ouest africains.

Les fonds de fonctionnement des microstructures financières populaires provenant des Organisations Non Gouvernementales (O.N.G) sont du domaine de l'épargne externe. Nous considérons, cependant, que quelque soit la source de financement des opérations de crédit des microbanques, elle a pour base l'épargne des ménages, qu'elle soit interne ou externe.

II. La conception du fonctionnement complémentaire des institutions bancaires officielles et des microbanques dans un cadre comptable cohérent.

Les microbanques entretiennent des relations structurelles et fonctionnelles avec les banques dans leurs opérations de crédit. D'une part, les relations structurelles complémentaires sont relatives au fait qu'il existe des relations horizontales et verticales entre les microbanques et les banques. D'autre part, les relations complémentaires fonctionnelles

sont liées au fait que les microbanques et les banques financent conjointement les coûts de production des entreprises (les firmes) et des microentreprises (les microfirmes) dans les P.E.D. Dans cette perspective et de par leurs opérations de financement des coûts de production des microfirmes, les microstructures financières populaires, l'instar des banques officielles créent la monnaie et sont des banques *de facto* [Sodokin, 2006a, op.cit.]. Les entrepreneurs légitimes qui ne sont pas financés par les banques sont généralement financés par les microbanques. Les revenus produits sous l'impulsion des deux intermédiaires financiers sont de nature différente, mais homogénéisés par l'utilisation d'une seule monnaie, la monnaie centrale.

Le fait que les mécanismes de création de finance par les banques et de microfinance par les microbanques paraissent complètement indépendants a conduit certains auteurs (les auteurs des thèses de la libéralisation financière)⁶ à postuler qu'il peut exister un déséquilibre sur le marché des prêts des économies des pays en développement. L'existence des microbanques provoque selon les auteurs, un déséquilibre entre le montant des prêts bancaires et le montant des dépôts bancaires. Ce point de vue ne nous paraît pas juste. Il repose sur l'illusion que les activités des banques, des microbanques, des firmes, des microfirmes et des ménages soient complètement indépendantes les unes des autres. Dans les faits et c'est ce que nous confirme l'évolution contemporaine des économies en développement, les demandes de prêts des firmes et des microfirmes sont intimement liées aux demandes de dépôts bancaires et microbancaires.

2.1. *Le modèle.*

Le crédit ou le prêt est une opération financière qui permet de faire des transferts d'actifs des agents à capacités de financement vers des agents à besoins de financement. Cependant, la source de cette opération financière est la formation du revenu monétaire dans l'opération de production. Dans les P.E.D, l'opération financière a lieu et est facilitée par les banques et par les microbanques. La formation et le transfert des revenus sont des éléments essentiels dans l'analyse du fonctionnement complémentaire des banques et des microbanques. Nous systématisons, dans notre analyse le rôle de chaque unité économique dans la formation du revenu monétaire dans le processus de production des P.E.D. Nous considérons donc, qu'il existe dans une économie en développement des services producteurs pour lesquels nous ne faisons aucune distinction. Nous supposons, en effet, que le revenu monétaire national créé est également réparti sur l'ensemble des services producteurs (salariés) et que ces derniers constituent un tout indifférencié dans les opérations de formation et de dépense des revenus.

Nous faisons une distinction dans le secteur bancaire (nous distinguons en effet les microbanques des banques), cette distinction n'est pas fonctionnelle, elle est purement structurelle. Nous proposons, donc, d'expliquer les relations complémentaires des microbanques et des banques dans un modèle stock-flux tel qu'il est proposé par Godley et Lavoie [2001-2002]⁷.

⁶ On peut se reporter principalement à McKinnon R. [1973, 1993] et Shaw E. [1973]. Voir également les critiques adressées à ces auteurs, principalement par les auteurs néo-structuralistes [Wijnbergen (1983a, 1983b), Taylor (1983), Buffie (1986), Betty et Hong-Bum (1992), Lim (1987)]

⁷ Voir également, Lavoie, 2003 et Godley, 2004.

Le modèle proposé respecte les propriétés suivantes telles qu'énoncées par Lavoie [2004]⁸ :

- les stocks et les flux doivent être intégrés et leur comptabilité doit se faire de façon pleinement cohérente ;
- tout modèle doit comprendre une multiplicité de secteurs et une multiplicité d'actifs (les dépôts bancaires et les dépôts microbancaires constituent les seuls actifs financiers de le cadre de notre hypothèse d'une économie en développement) avec leur taux de rendement distinct ;
- les opérations monétaire et financière, notamment celles conduites par la Banque Centrale et le comportement des banques commerciales doivent être modélisés ; nous y ajoutons pour le cadre de notre travail le comportement des microbanques.
- tout flux doit provenir de quelque part et doit aller forcément quelque part⁹.

2.1.1. Le secteur des services producteurs (le secteur des travailleurs).

Les services producteurs (Ménages) reçoivent des revenus (RM) sous forme de salaires. Ils renoncent à l'appropriation immédiate de tous les biens produits et déposent la part non consommée des revenus obtenus contre des droits de créance. Ces droits de créance peuvent être détenus sur les institutions bancaires officielles ou sur les microstructures financières populaires. Ils peuvent consommer leur revenu ou acquérir des actifs financiers (épargne E_B) auprès des institutions bancaires officielles (**Banques**) et des actifs financiers (épargne E_{MB}) auprès des microstructures financières populaires (Microbanques ou **Mbanques**).

Cette hypothèse est justifiée par le fait que dans les pays en développement comme les pays ouest africains de l'U.E.M.O.A par exemple, une majorité des agents économiques n'a pas accès au système bancaire officiel et ne possède pas par conséquent, de comptes bancaires dans ces institutions officielles. Mais comme nous l'avons déjà dit, la partie des dépôts qui n'a pas fait l'objet d'intermédiation par les microbanques peut prendre la forme d'un «*dépôt-transfert*» auprès des banques. Ce «*dépôt-transfert*» ne modifie en rien les dépôts initiaux du système financier dans son ensemble. Nous avons dit à ce propos que les microstructures financières populaires (les microbanques) constituent auprès des institutions bancaires officielles des sortes de «*super compte de dépôts*» pour les agents économiques non bancarisés. La partie non acquise des biens produits par les services producteurs est stockée dans les entreprises.

Les services producteurs reçoivent des intérêts (i_{EB}) sur les dépôts auprès des institutions bancaires officielles et des intérêts (i_{EMB}) auprès des microstructures financières populaires. Nous supposons que les firmes et les microfirmes n'émettent pas d'actions et donc ne distribuent pas de dividendes. Les ménages paient des taxes (T_{RM}) au gouvernement (**GVRT**).

⁸ Voir Lavoie M., 2004, p. 69

⁹ Voir Godley W., 1999, p.394

Formellement, nous pouvons exprimer le revenu disponible (RM_d) des ménages après paiement des taxes, en nous référant à la ligne 4 et à la colonne 4 du tableau 2, comme ci-après:

$$RM_d \equiv RM - T_{RM} \equiv RM + iE_B + iE_{MB} - T_{RM} \quad (1)$$

Avec $RM \equiv RM_F + RM_{MF}$

L'épargne globale (E) des ménages s'écrit formellement comme ci-après:

$$E \equiv RM - T_{RM} - C_T \equiv RM - T_{RM} - C_F - C_{MF} \quad (2)$$

2.1.2. Le secteur des entreprises.

Les entreprises du secteur productif disposent du capital physique. Elles produisent des biens matériels de consommation et des biens matériels d'investissement. Nous supposons que les firmes produisent des biens de consommation et d'investissement à grande échelle et trouvent du financement auprès des banques alors que les microfirmes produisent des biens de consommation et d'investissement à petite échelle et trouvent du financement auprès des microbanques. Les firmes peuvent également emprunter auprès des microbanques, mais nous ne prenons pas en compte cette hypothèse (pour ce fait) pour la simplicité du raisonnement.

Cependant, tous les biens produits par les entreprises ne sont pas immédiatement acquis par les services producteurs (les travailleurs). Ils sont stockés de manière temporaire dans les entreprises qui en sont les dépositaires [Bradley, 1991]¹⁰. La firme et la microfirme paient des taxes sur les profits réalisés respectivement (T_{pf}) et (T_{ptmf}) pour la firme et pour la microfirme.

La firme paie des intérêts (i_{B1}) sur les prêts bancaires et la microfirme paie des intérêts (i_{MB}) sur les prêts obtenus auprès des microbanques de telle manière que leurs profits nets peuvent être exprimés de la manière suivante :

- Pour la firme (Ligne 5 du tableau 2)

$$PN_F \equiv PT_F - (i_{B1} + T_{pf}) \quad (3)$$

Avec PN_F , le profit net de la Firme et PT_F , le profit total de la Firme.

- Pour la microfirme (Ligne 6 du tableau 2)

$$PN_{MF} \equiv PT_{MF} - (i_{MB} + T_{ptmf}) \quad (4)$$

Avec PN_{MF} , le profit net de la microfirme et PT_{MF} le profit total de la microfirme.

¹⁰ Xavier Bradley, 1991, op.cit., p.83

La production totale des biens et services de l'économie est supposée être épuisée par le revenu total produit. Les ventes finales (VF) sont équivalentes à la production finale (X) nette des biens intermédiaires (BI_T) utilisés. On a formellement, l'identité suivante :

$$VF \equiv X - BI_T \equiv C_T + I_T + G \quad (5)$$

Où C_T représente la vente finale des biens de consommation des firmes et des microfirmes aux agents économiques privés. I_T représente la vente finale des biens d'investissement par les firmes et les microfirmes aux agents économiques privés. Et finalement G représente la vente finale des biens et services au gouvernement.

En prenant en considération l'hypothèse d'une économie en développement, c'est-à-dire en prenant en compte le fait que la production est l'œuvre des firmes (X_F) et des microfirmes (X_{MF}), utilisant des biens intermédiaires respectifs (BI_F) et (BI_{MF}), on a l'identité (4) qui devient pour la firme et la microfirme prise ensemble (Ligne 1, 2 et 3 du tableau 2).

$$VF \equiv X_F + X_{MF} - (BI_F + BI_{MF}) \equiv C_F + C_{MF} + I_F + I_{MF} + G \quad (6)$$

Où C_F, C_{MF}, I_F, I_{MF} sont respectivement les ventes de biens de consommation de la firme et de la microfirme aux agents économiques privés et les ventes des biens d'investissement de la firme et de la microfirme aux agents économiques privés. Les microfirmes sont supposées ne pas produire des biens et services destinés au gouvernement. Seules les firmes produisent des biens destinés à la consommation du gouvernement.

La contrepartie des dépenses en revenu salarial (colonne 1,2 et 3 du tableau 2) est donnée formellement par l'identité suivante :

$$VF_F + VF_{MF} \equiv (RM_F + RM_{MF}) + (P_F + P_{MF}) + (TI_{XF} + TI_{XMF}) \quad (7)$$

Où VF_F et VF_{MF} représentent respectivement les ventes finales de la firme et de la microfirme.

Et TI_{XF} et TI_{XMF} représentent respectivement les taxes indirectes sur la production des firmes et des microfirmes.

2.1.3. Le gouvernement.

L'Etat participe aussi à l'économie en faisant des recettes et des dépenses (G). Les recettes de l'Etat sont financées par la collection des taxes sur la production (T_X) de la firme (T_{XF}) et de la microfirme (T_{XMF}), sur les salaires (T_{RM}), et sur les profits bruts (T_P) de la firme (T_{PF}) et de la microfirme (T_{PMF}). Nous supposons que le gouvernement finance son déficit en émettant des bons du Trésor par l'intermédiaire de la Banque Centrale qui achète et

vend les titres émis par l'Etat. Les profits (P_{BC}) réalisés par la Banque Centrale sont versés à l'Etat. En se référant à la ligne 10 et la colonne 10 du tableau 2, nous avons formellement l'équivalence suivante :

$$E_G \equiv T_X + T_{RM} + T_P + P_{BC} - (G + i_{BGB} + i_{BC}) \quad (8)$$

En remplaçant (T_X) et (T_P) par leurs valeurs respectives, nous obtenons l'équivalence suivante :

$$E_G \equiv (T_{XF} + T_{XMF}) + (T_{PF} + T_{PMF}) + P_{BC} + T_{RM} - (G + i_{BGB} + i_{BC}) \quad (9)$$

Où i_{BGB} et i_{BC} sont respectivement les intérêts payés sur les bons du Trésor détenus par les banques et la Banque Centrale. E_G représente l'épargne courante du gouvernement ou son déficit courant dans le cas où elle est négative.

Le profit total réalisé par la Banque Centrale et versé à l'Etat est formellement identifié comme la somme des intérêts reçus sur la détention des bons du Trésor et des intérêts reçus sur les avances consenties aux banques (i_{ABC}) comme ci-après :

$$P_{BC} = i_{BGC} + i_{ABC} \quad (6)$$

2.1.4. Le secteur des banques.

Les banques (les institutions financières officielles) constituent dans notre modèle un service qui n'accumule aucun fonds préalable. Elles créent la monnaie bancaire (M) nécessaire au financement des dépenses de production. Nous avons expliqué la nature de cette création dans la section précédente. La part du revenu non consommée par les ménages et déposée chez elles leur permet d'octroyer des prêts aux firmes et aux microbanques, sur lesquelles elles perçoivent respectivement des intérêts (i_{B1}) et (i_{AMB}). Les profits (Pb) des banques sont obtenus en soustrayant des intérêts appliqués aux entreprises, aux microbanques et les intérêts (i_{Gb}) perçus sur la détention des bons du Trésor, les intérêts (i_{EB}) payés sur les dépôts directs des services producteurs (les ménages qui ont accès aux banques) et les intérêts payés sur les dépôts indirects des services producteurs (les ménages qui ont accès aux microbanques) par l'intermédiaire des microstructures financières populaires (i_{B3}). Formellement, en se référant à la colonne 7 et la ligne 7, on a l'identité suivante :

$$Pb \equiv i_{B1} + i_{AMB} + i_{Gb} - (i_{EB} + i_{B3} + i_{ABC}) \quad (7)$$

2.1.5. Le secteur des microbanques.

Les microbanques, de la même façon que les banques créent, de la monnaie dans leurs opérations de crédits à la production des microentreprises, bien que ces opérations de crédit soient fondées sur l'épargne déposée chez elles¹¹. Cependant, et comme nous l'avons expliqué précédemment, l'épargne ici n'est pas vue comme un fonds préalable dans lequel on puise

¹¹ Voir section précédente.

pour la production des microfirmes bien que l'apparence nous semble prouver le contraire. Puisque l'utilisation de l'épargne ne modifie pas l'épargne globale de la période précédente, elle ne peut être interprétée comme une sorte de garantie qui permet la mise en œuvre de la production des microfirmes. Dans les faits, ce sont les revenus de la période courante qui financent les plans de production de la période courante.

Néanmoins, le passif des microbanques est essentiellement constitué de l'épargne des ménages (E_{MB}), et son affectation à des dépenses des microfirmes débouchent sur la production de revenus supplémentaires. L'épargne est vue ici comme une partie du revenu qui n'a pas été portée à l'acquisition de biens et services produits par les entreprises.

Le processus économique qui intègre les microbanques et les microfirmes forme un circuit économique complet, de la même manière que le circuit économique formé par le processus de production qui intègre les banques et les autres entreprises dans les économies en développement. Néanmoins, les deux circuits économiques s'interpénètrent, étant donné que l'économie considérée est une économie nationale fonctionnant dans un espace homogène et utilisant une seule monnaie, celle émise par la Banque Centrale (la monnaie centrale).

Les microbanques rétribuent l'épargne des services producteurs en leur payant des intérêts (i_{EMB}) et prélèvent des intérêts sur les prêts octroyés aux entreprises (i_{MF}). Les microbanques réalisent des profits (P_{mb}) qui sont liés à la différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés. Les intérêts reçus sont composés des intérêts prélevés sur les prêts aux microentreprises et les intérêts reçus sur les dépôts effectués auprès des Banques (i_{B3}). Les intérêts versés sont composés des intérêts payés sur les dépôts des agents économiques détenteurs des revenus et les intérêts payés sur les avances des Banques (i_{AMB}). Formellement, en se référant à la colonne 8 et la ligne 8 du tableau 2 ci-dessous, on a l'identité suivante :

$$P_{mb} \equiv i_{MF} + i_{B3} - (i_{EMB} + i_{AMB}) \quad (8)$$

Tableau 2.

<i>Bilan social des secteurs d'une économie en développement.</i>												
	Prod.Ttle	Prod. F	Prod. MF	Mnges	Firmes	Mfirmes	Banques	Mbque	BC	GVRT	Cpte. Capt.	Total
Prod.Tot	$+ BI_T$	BI_F	BI_{MF}	$+ C_T$						$+ G$	$+ I_T$	$+ X_T$
Prod.firmes				C_F							$+ I_F$	X_F
Prod.Mfirmes				C_{MF}							$+ I_{MF}$	X_{MF}
Ménages		RM_F	RM_{MF}	$+ RM$			$+ i_{EB}$	$+ i_{EMB}$				$+ R_M$
Firmes	$+ PT$	PT_F	PT_{MF}									$+ PT_F$
Microfirmes												$+ PT_{MF}$
Banques					$+ i_{B1}$			$+ i_{AMB}$		$+ i_{Gb}$		$+ R_B$
Mic.banque						$+ i_{MB}$	$+ i_{b3}$					$+ R_{MB}$
Bque Cent.							$+ i_{ABC}$			$+ i_{BGC}$		$+ R_{BC}$
GVRNT	$+ TI_{XT}$	TI_{XF}	TI_{XMF}	$+ T_{RM}$	$+ T_{ptf}$	$+ T_{ptmf}$			$+ P_{BC}$			$+ R_G$
Cpte. Capital				$+ E_M$	$+ PN_F$	$+ PN_{MF}$				$+ E_G$		$+ E_T$
Total	$+ X_T$	X_F	X_{MF}	$+ R_M$	$+ PT_F$	$+ PT_{MF}$	$+ R_B$	$+ R_{MB}$	$+ R_{BC}$	$+ R_G$	$+ I_T$	

Le signe (+) signifie la source des fonds dans la représentation.

Les termes des colonnes 2; 3 et des lignes 2; 3 ne sont pas affectés du signe (+). Cela nous permet d'éviter de les comptabiliser doublement, du fait qu'ils sont déjà inclus dans les totaux de la colonne 1 et de la ligne 1.

2.2. Les contraintes budgétaires et le paiement des intérêts.

Les transferts de revenus entre les différents agents économiques, comme décrits dans les lignes précédentes dépendent du revenu non dépensé dans la consommation de biens et services (stock de richesses) et des dettes de chaque secteur macroéconomique dans le modèle proposé. Les comptes de chaque secteur macroéconomique de notre modèle sont décrits dans la matrice du bilan des actifs (**Tableau 2**).

Nous supposons que les paiements d'intérêt redevables par chaque secteur à n'importe quelle période sont donnés par le taux d'intérêt de la période précédente, c'est-à-dire le taux d'intérêt appliqué aux stocks de richesse de la période précédente. Nous avons formellement les égalités suivantes :

$i_{ABC_t} = rc_{t-1} \cdot A_{t-1}$ [**Ligne 9, colonne 7 du Tableau 2 et ligne 2 du Tableau 3**] est l'intérêt payé par les banques sur les avances de la Banque Centrale. (9).

$i_{B_t} = rb_{t-1} \cdot (D_{B1t-1} + D_{B2t-1})$ [**Ligne 4, colonne 7 et ligne 8, colonne 7 du Tableau 2 et ligne 4 du tableau 3**] est le total des intérêts payés par les banques sur les épargnes constituées sous forme de dépôts par les agents économiques détenteurs de revenu et ceux des microbanques chez elles. (10)

$i_{EMB_t} = rmb_{t-1} \cdot (D_{MB_{t-1}} + A_{MB_{t-1}})$ [Ligne 4, colonne 8; ligne 7, colonne 8 du Tableau 2 et ligne 3, ligne 5 du Tableau 3] est le total des intérêts payés par les microbanques sur les dépôts des agents économiques qui ont recours à leur service et les avances consenties auprès des banques. (11)

$i_{G_t} = rg_{t-1} \cdot (B_{GB_{t-1}} + B_{GC_{t-1}})$ [Ligne 10 du Tableau 2 et ligne 8 du Tableau 3] est le total des intérêts payés par le gouvernement sur la détention des bons du trésor qu'il émet. (12)

$iB_t = rpb_{t-1} \cdot pr_{B_{t-1}}$ [Ligne 7, colonne 5 du Tableau 2 et ligne 6 du Tableau 3] est le montant des intérêts payés par les firmes sur les prêts contractés auprès des banques. (13)

$iMB_t = rpmb_{t-1} \cdot pr_{MB_{t-1}}$ [Ligne 8, colonne 6 du Tableau 2 et Ligne 7 du Tableau 3] est l'intérêt payé par les microfirmes sur les prêts contractés auprès des microbanques. (14)

2.3. La matrice du bilan des actifs

La matrice du bilan des actifs (Tableau 3) est une matrice des stocks. Les stocks sont définis ici comme pouvant être constitués des actifs tangibles comme les machines et les bâtiments constituant le capital fixe des entreprises de même que le stock des résidences et des biens durables des ménages. On y inclut également les stocks d'inventaires des firmes et des microfirmes, respectivement (I_F) et (I_{MF}) qui sont constitués des biens fabriqués, mais qui ne sont pas encore écoulés. Ces stocks n'ont pas de contrepartie. Ces stocks décrits dans la matrice des bilans proviennent essentiellement des flux qui s'ajoutent aux stocks existants. Le solde de la colonne des ménages, des firmes et des microfirmes constitue leurs richesses nettes, respectivement (RCN_m), (RCN_F) et (RCN_{MF}).

Dans le modèle, les composantes à signe positif constituent les ressources. Les salaires constituent les revenus monétaires des services producteurs. Etant donné que ce sont les firmes et les microfirmes qui versent les salaires monétaires aux services producteurs, ces salaires constituent, en revanche, une source de dépenses (emplois) pour ces entreprises. Nous affectons donc aux emplois un signe négatif. A l'instar de Godley et Lavoie [2001-2002], nous imposons au modèle proposé une cohérence des bilans sectoriels de la matrice des actifs qui requiert que la somme des éléments de chaque ligne soit égale à zéro sauf pour le capital physique et la ligne richesse nette des ménages. Les actifs financiers sont affectés d'une propriété relative au fait que la créance d'un agent constitue la dette ou le passif de l'autre. L'implication de cette considération est que le solde ou la valeur nette de chaque secteur permet d'équilibrer les comptes respectifs.

Nous supposons, en outre, que l'épargne est l'œuvre des entreprises et des ménages. L'épargne des entreprises est essentiellement déterminée par leurs profits. Par rapport au fonctionnement du système monétaire et financier des pays en développement en général, nous faisons l'hypothèse qu'une partie de l'épargne, formée par les ménages, est déposée auprès des microstructures financières populaires qui peuvent ensuite la rediriger vers les institutions bancaires officielles lorsqu'elle n'est pas affectée au financement de la production des microentreprises ou au financement des dépenses de consommation des ménages. La matrice du bilan des actifs est comme ci-après.

Tableau3

Matrice des bilans sectoriels d'une économie en développement								
	Ménages	Firmes	Mfirmes	Banques	Microbanques	BC	GVRT	Total
Monnaie Centrale	$+ MC_m$			$+ MC_b$	$+ MC_{mb}$	$- MC$		0
Avance de la BC				$- A$		$+ A$		0
Avance de la Banque				$+ A_{MB}$	$- A_{MB}$			0
Dépôts bancaires	$+ D_{B1}$			$- D_{B1} - D_{B2}$	$+ D_{B2}$			0
Dépôts microbancaires	$+ D_{MB}$				$- D_{MB}$			0
Pêts bancaires		$- pr_B$		$+ pr_B$				0
Prêts microbancaires			$- pr_{MB}$		$+ pr_{MB}$			0
Bonds du Trésor				$+ B_{GB}$		$+ B_{GC}$	$- B_G$	0
Capital tangible		$+ I_F$	$+ I_{MF}$					$+ I$
Total de la richesse nette	$+ RCN_m$	$+ RCN_F$	$+ RCN_{MF}$	0	0	0	$- B_G$	$+ I$

Le signe (–) signifie l'utilisation des fonds dans la représentation.

2.4. La matrice des flux d'opérations financières.

La matrice des flux d'opérations (Tableau 4) décrit les transactions entre les sept secteurs d'une économie en développement. Elle est la contrepartie de la matrice des bilans sociaux décrite dans le tableau 2.

Comme le soulignent Godley et Lavoie [2001-2002], toutes les lignes doivent individuellement avoir zéro pour somme sauf pour la ligne capital et la ligne richesse nette des ménages dans notre cas. Ces lignes représentent les flux de transactions pour chaque type d'opération. Les éléments de chaque colonne, (les colonnes représentant un secteur) doivent avoir zéro pour somme, sauf pour les colonnes Ménages, Firmes et Microfirmes dans notre cas. Cela ne modifie, cependant, en rien la contrainte de budget imposée à chaque secteur qui requiert que la somme de chaque ligne et de chaque colonne soit égale à zéro, tel qu'initialement indiqué dans le modèle de Godley et Lavoie.

La contrainte de budget illustre comment les écarts entre les dépenses et les transferts de revenu engendrent des modifications au niveau des stocks de créances ou de dettes. Cette comptabilité matricielle permet de s'assurer que rien n'est omis, et comme le soulignent bien Godley et Lavoie tout flux doit provenir de quelque part et devant aller forcément quelque part. Les microbanques aussi bien que les banques font de l'intermédiation monétaire et financière. Lorsque les fonds transférés sont destinés à la production des entreprises, l'opération d'intermédiation financière conduit à la création monétaire. Le secteur productif, c'est à dire les firmes et les microfirmes grâce à leurs ventes réalisent des profits (P_F et P_{MF}). Nous supposons dans le cadre de notre modèle qu'elles n'émettent pas d'actions. Le produit des ventes est égal aux salaires versés aux ménages. Les profits réalisés par les firmes et les

microfirmes leur permettent d'acquérir de nouveaux biens d'investissements et de financer également de nouveaux stocks d'inventaires (ΔI).

Tableau4

Matrice des flux financiers								
	Ménages	Firmes	Mfirmes	Banques	Microbanques	BC	GVRT	Total
Liquidité	$+\Delta MC_m$			$+\Delta MC_B$	$+\Delta MC_{mb}$	$-\Delta MC_B$		0
Avance de la BC				$-\Delta A$		$+\Delta A$		0
Avance de la Banque				$+\Delta A_{MB}$	$-\Delta A_{MB}$			0
Dépôts bancaires	$+\Delta D_{b1}$			$-\Delta D_{b1} - \Delta D_{b2}$	$+\Delta D_{b2}$			0
Dépôts microbancaires	$+\Delta D_{MB}$				$-\Delta D_{MB}$			0
Pêts bancaires		$-\Delta pr_B$		$+\Delta pr_B$				0
Prêts microbancaires			$-\Delta pr_{MB}$		$+\Delta pr_{MB}$			0
Bond du Trésor				$+\Delta B_{GB}$		$+\Delta B_{GBC}$	$-\Delta B_G$	0
Capital		$+\Delta I_F$	$+\Delta I_{MF}$					ΔI
Total de la richesse nette	$+\Delta E_M$	$+\Delta P_F$	$+\Delta P_{MF}$	0	0	0	$+\Delta E_G$	$+\Delta E_T$

La richesse nette de chaque secteur est augmentée par son épargne au cours de la période plus les gains en intérêt pour les ménages et en capital pour les firmes et les microfirmes. Formellement on a les égalités suivantes respectivement pour les ménages, les firmes, les microfirmes et le gouvernement :

$$RCN_{mt} = RCN_{mt-1} + E_{Mt} \quad (15)$$

$$RCN_{Ft} = RCN_{Ft-1} + P_{Ft} \quad (16)$$

$$RCN_{MFt} = RCN_{MFt-1} + P_{MFt} \quad (17)$$

$$B_{Gt} = B_{Gt-1} - E_G \quad (18)$$

2.5. L'articulation des matrices des flux d'opérations financières et de la matrice des bilans sociaux.

Supposons qu'un plan de production est entièrement financé par un prêt bancaire (le plan de production d'une firme) ou microbancaire (le plan de production d'une microfirme). Par une simple opération comptable, la banque peut mettre à la disposition de la firme le financement nécessaire à la mise en œuvre de la production. Cette forme de financement est la création de la « finance » au sens de Paul Davidson¹² ou le financement initial¹³. Dans ce sens, l'opération de financement initial ou monétisation de la production au sens de l'école du circuit [Schmitt, 1984] est interprétée comme une avance du système bancaire au secteur productif. Autrement dit, il se forme au niveau des banques, un flux de liquidités qui n'est pas

¹² Voir Paul Davidson (1965,1967,1986,2002)

¹³ Voir Augusto Grazianni (2003), pp : 27-31.

puisé dans une épargne préalablement accumulée [Bailly, 1994]. On peut aussi interpréter ce flux comme étant la monnaie-flux au sens de Godley et Cripps [1983]. Cette avance n'est rien d'autre qu'un prêt des revenus futurs des services producteurs. En d'autres termes, la création de la monnaie par les banques ne les dispense pas de l'utilisation des revenus des ménages. Ceci est d'ailleurs confirmé par le principe de la comptabilité en partie double.

En pratique, lorsque les banques financent "*initialement*" le plan de production des entreprises, ceci est comptabilisé simultanément dans le bilan de la banque par un débit au compte des entreprises et un crédit au compte des travailleurs. Les microstructures financières, en finançant "*initialement*" les plans de production des microentreprises procèdent de manière similaire en débitant le compte des microentreprises et en créditant simultanément le compte des services producteurs qui ont accès à leur service.

L'opération de financement des microbanques, laisse apparaître un financement par une épargne préalablement accumulée. Mais dans les faits, cela ne l'est que d'apparence, puisque les microentreprises remboursent les prêts consentis auprès des microbanques. Le remboursement étant assuré par la dépense des revenus produits par les services producteurs des microfirmes. Dans les faits, les microbanques se sont servies des revenus de la période courante pour financer la mise en place des biens de la période courante.

Nous avons à travers la comptabilité des flux et des stocks, l'illustration parfaite d'une opération de création monétaire.

L'offre de monnaie bancaire et microbancaire génère un processus séquentiel de paiement de salaires (RM_F et RM_{MF}) et de consommation (C_F et C_{MF}) et, par conséquent, un transfert de dépôts entre les agents économiques. Si nous appelons, épargne désirée, la demande d'encaisses monétaires¹⁴ générée tout au long du processus de production, à chaque période, une partie du revenu de la période précédente est utilisée pour acquérir de nouveaux actifs financiers (Dépôt des ménages auprès des banques et des microbanques). La contrepartie de ces dépôts dans le bilan des banques et des microbanques est la variation des prêts octroyés par ces institutions monétaires et financières aux firmes et aux microfirmes qui en font la demande et jugées solvables. La consommation des ménages permet aux firmes et aux microfirmes d'écouler tout ou partie de leur production. L'écoulement des biens produits permet ainsi aux entreprises de rembourser leur dette initiale contractée auprès des banques et les microbanques, et entre autres, de dégager un profit dont l'utilisation peut être destinée à l'acquisition des biens d'équipements. Lorsque les recettes ne sont pas suffisantes pour assurer le financement de l'achat des biens d'équipement par exemple, les firmes et les microfirmes peuvent se tourner vers les banques et les microbanques pour emprunter les fonds nécessaires. C'est le financement au sens de Paul Davidson¹⁵ ou le financement définitif [Bailly, 1994].

2.6. La détermination du niveau d'inflation.

Les variables, dans les tableaux 2 et 3 et leur variation dans le tableau 4 sont exprimées en termes nominaux. Leurs contreparties réelles peuvent être déterminées en divisant les valeurs nominales par le niveau des prix (p)¹⁶.

¹⁴ L'encaisse monétaire à laquelle nous faisons mention ici est la monnaie-stock qui n'apparaît qu'à l'issue de la mise à disposition des ménages, des revenus (salaires monétaires).

¹⁵ Davidson P. op.cit

¹⁶ Voir Dos Santos., 2005. Voir également Godley W., 2004.

Pour distinguer la variable nominale de la variable réelle, nous ajouterons (l) à la variable nominale.

Par exemple :

$$VFl = \frac{C_F}{p} + \frac{C_{MF}}{p} + \frac{I_F}{p} + \frac{I_{MF}}{p} + \frac{G}{p} = C_F l + C_{MF} l + I_{MF} l + I_F l + Gl \quad (18)$$

Pour le paiement des intérêts, nous avons précédemment mentionné que les taux d'intérêt redevables par un secteur à un autre sont déterminés sur le stock de richesses de la période précédente. Par conséquent, le taux d'intérêt réel sur n'importe quel actif financier ne peut être connu ex-ante. Le seul taux connu à l'instant t est le taux d'intérêt nominal et le niveau général des prix à l'instant t . Les intérêts sur les prêts consentis à l'instant t ne peuvent être obtenus qu'à l'instant $t+1$.

III. Les déterminants des relations complémentaires entre les banques et les microbanques.

Nous considérons que toute divergence entre le revenu et les dépenses d'un agent économique individuel ou d'un secteur économique, dans les pays en développement, implique l'existence d'un stock de monnaie en contrepartie ou de la détention d'un actif financier (les actifs financiers des microbanques par exemple) qui implique l'existence d'une dette équivalente.

Supposons donc un groupe d'agents économiques, dans une économie en développement type, qui interviennent dans un processus macroéconomique lié à la production du revenu, la vente et l'achat des biens et services et les transactions financières de la richesse formée.

La particularité du modèle proposé dans ce travail par rapport au modèle standard postkeynésien proposé par Godley et Lavoie [2001-2002] prolongé au secteur du gouvernement par Dos Santos [2005], est d'introduire la structure complexe des économies des pays en développement. Il s'agit de la prise en compte du rôle particulier joué par les microbanques dans le financement des coûts de production des microfirmes.

Nous considérons particulièrement que toutes les initiatives de production qui ne sont pas financées par les banques trouvent du financement auprès des microbanques. Nous supposons également que la Banque Centrale émet une monnaie centrale qui sert uniquement à homogénéiser les revenus produits par les microfirmes et les revenus produits par les firmes. Les banques accommodent parfaitement les demandes des firmes et les microbanques accommodent également parfaitement de leur côté, les demandes des microfirmes. Les banques consentent des avances aux microbanques et la Banque Centrale consent des avances aux Banques.

Des considérations précédentes, nous pouvons expliquer les relations complémentaires entre les différents secteurs de l'économie en développement en expliquant au préalable les déterminants de ces relations.

3.1. Le comportement des ménages

Les ménages ont deux rôles clés. Le premier rôle relève de la nature des dépenses de consommation des ménages qui sont déterminantes pour les plans d'anticipation des

demandes futures des firmes et des microfirmes. Le deuxième rôle clé concerne leurs décisions financières. Ces décisions financières sont déterminantes dans le fonctionnement actuel des microbanques dans les pays en développement¹⁷.

a. Hypothèse1. Les demandes de dépôts bancaires et microbancaires sont complémentaires dans les économies en développement. Par conséquent, une variation des taux d'intérêt n'a aucune influence sur le désir de détention des dépôts bancaires et microbancaires.

b. Démonstration.

Les encours de prêts des microbanques en Afrique de l'Ouest par exemple, comme nous l'avons déjà souligné, ont essentiellement leur source dans les épargnes des ménages.

La consommation des ménages est déterminée par deux sources de revenus, le revenu du travail (les salaires) et les revenus issus de la rémunération de la détention des dépôts auprès des banques et des microbanques. Dans le modèle, les ménages ne détiennent donc pas par souci de simplicité des actions et des bons émis par le gouvernement. A l'instar de Godley et Lavoie [2001-2002], nous supposons que les gains en intérêts issus de la détention des dépôts bancaires et microbancaires sont consommés avec un décalage d'une période.

Contrairement à l'hypothèse d'arbitrage dans la formulation de Godley et Lavoie [2001-2002], nous supposons ici que la part de l'épargne globale des ménages consacrée à la détention des dépôts auprès des microbanques est le complément des dépôts auprès des banques. Les taux d'intérêt offerts sur les dépôts bancaires et microbancaires n'influencent pas le comportement de demande de dépôts de la part des ménages. Ceci nous paraît refléter fidèlement la nature du comportement des ménages dans les pays en développement dont les économies sont caractérisées par un système monétaire et financier qualifié de « dual ».

Compte tenu du fait qu'une catégorie des ménages n'a pas accès au système bancaire et est contrainte de faire recours aux microbanques, il nous paraît dans le cadre de ce travail, irréaliste, de supposer un comportement d'arbitrage entre les dépôts bancaires et les dépôts microbancaires. Cela ne remet pas, cependant, en cause l'hypothèse de substitution à la « Tobin » postulée par Godley et Lavoie. Cette hypothèse de substitution peut prévaloir, dès lors que les ménages ont accès à d'autres formes de détention de leur revenu autres que les dépôts bancaires et microbancaires. En effet, lorsque l'on suppose que l'existence d'autres actifs comme les actions ou les bons du trésor sont par exemple à la disposition des ménages, l'hypothèse de substitution prévaut. Nous écartons cependant cette hypothèse dans le cadre de ce travail. Le désir de détention des dépôts bancaires et microbancaires est, tout simplement lié aux rigidités dans les modalités des offres de services proposées par les banques et les souplesses dans celles proposées par les microbanques. Les demandes de services bancaires qui ne sont pas satisfaites le sont par les services microbancaires. Les dépôts bancaires sont dans ce sens parfaitement complémentaires aux dépôts microbancaires dans les structures en apparence « dualistes » des économies en développement et en particulier des économies des pays d'Afrique de l'Ouest. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest par exemple, les conditions d'acceptation des ouvertures de compte de dépôts par les banques

¹⁷ Dans les pays ouest africains de l'UEMOA par exemple

sont très contraignantes pour les ménages à bas revenu¹⁸. Les banques requièrent par exemple des disponibilités minimales (u_1) qui vont de 74 dollars US (50.000F CFA) environ à 740 dollars US (500.000 F CFA) alors que les revenus minimum tournent d'une manière générale autour de 36 dollars US, soit environ (25.000 F CFA mensuel). Les microbanques requièrent également des dépôts minimum (u_2) mais très insignifiants par rapport à ceux des banques.¹⁹

La demande de dépôts bancaires et microbancaires des ménages est donc exprimée formellement de la manière suivante :

Pour les banques :

$$M_{d1}/RN_m^e = u_{10} + u_{11} \cdot iE_b l + u_{12} \cdot iE_{mb} l + u_{13} \cdot R_m^e / RN_m^e \quad (19)$$

Pour les microbanques :

$$M_{d2}/RN_m^e = u_{20} + u_{21} \cdot iE_{mb} l + u_{22} \cdot iE_b l + u_{23} \cdot R_m^e / RN_m^e \quad (20)$$

Avec $u_2 < u_1$

La demande de liquidité bancaire (LI_{db}) et microbancaire (LI_{dmb}) par les ménages est déterminée par un pourcentage fixe de leur consommation nominale, respectivement pour la banque et la microbanque :

$$LI_{db} = \delta_{db} \cdot C \quad (21)$$

$$LI_{dmb} = \delta_{mb} \cdot C \quad (22)$$

La demande globale de liquidité dans l'économie est, par déduction :

$$L = LI_{db} + LI_{dmb} = (\delta_b + \delta_{mb}) \cdot C \quad (23)$$

Les demandes de dépôts bancaires et microbancaires sont considérées ici conformément à la tradition keynésienne comme étant des résidus de la consommation. Et comme, nous considérons pour ce travail qu'il n'existe pas d'autres actifs financiers autres que les dépôts bancaires et microbancaires offerts aux ménages, la demande globale de monnaie est égale à la richesse nette des ménages diminuée de leur demande de liquidités.

¹⁸ Dans les pays européens comme la France, par exemple, sur laquelle est calqué le système bancaire des pays ouest africains de l'UEMOA, l'ouverture d'un compte bancaire n'est pas contraignante pour les agents économiques. Aucun dépôt préalable n'est requis à l'ouverture d'un compte bancaire.

¹⁹ Ces aspects du fonctionnement du marché des crédits sont développés par Straub S. [2005] qui explique que des coûts administratifs élevés dans l'accès au marché de crédit formel peuvent contraindre les agents économiques (notamment les entreprises) à choisir le marché de crédit informel le tout dans un cadre théorique où les deux marchés de crédits sont substituables l'un à l'autre. Nous n'envisageons pas le fonctionnement du système monétaire et financier dans les pays en développement dans cette vision. Nous pensons que les contraintes administratives sur l'accès aux services des banques sont palliées par la souplesse de l'accès au service financier des microbanques, ce qui rend les dernières complémentaires aux premières dans leurs fonctions.

$$M = RCN_m - (\delta_b + \delta_{mb})C \quad (24)$$

c. Proposition 1. Les équations (23) et (24) confirment la complémentarité des dépôts bancaires et des dépôts microbancaires qui, lorsqu'ils ne servent pas à financer les dépenses de consommations sont alloués aux financements des dépenses productives des firmes et des microfirmes. Les rétributions respectives (les taux d'intérêt rémunérateurs) des dépôts bancaire et microbancaire n'ont aucun effet sur le comportement de détention de leur revenu sous forme de monnaies bancaire et microbancaire par les ménages. Ce qui est pris en compte par les ménages dans leur comportement de répartition du revenu non consacré à la consommation dans une économie en développement, est la contrainte de détention d'un compte de dépôts, c'est-à-dire le paramètre (u) des équations (19) et (20). L'effet d'une variation des taux d'intérêt sur le comportement des ménages à détenir des dépôts bancaires et/ou des dépôts microbancaires ne peut être visible que si u_1 tend vers u_2 .

Finally, a change in the interest rate has no effect on global saving in the economy, and in no way on the behavior of deposits of economic agents with banks or microbanks, even though it may have effects on its composition when one looks at the level of the banking sector or independently of the level of the microbanking sector.

3.2. Les comportements des firmes et des microfirmes.

Firms and microfirms set prices and decide on investment levels to undertake and their financing procedures. Prices are considered to be fixed, as it is often assumed in postkeynesian models notably Lavoie and Godley [2001-2002]²⁰ and also in the circuitist literature (notably Bailly [2003]²¹) by a margin over the unitary direct costs of production of firms and microfirms, essentially the wages.

a. Hypothèses 2. Les prêts bancaires et microbancaires sont complémentaires dans leur acheminement au financement de la production globale d'une économie en développement étant donné que les firmes et les microfirmes ne produisent pas les mêmes biens et n'ont pas les mêmes sources externes de financement (financement en dehors du financement réalisé par le profit).

b. Démonstration.

Consider the investment function put forward by Godley and Lavoie [2001-2002], and suppose that the growth of the stock of capital, of firms and of microfirms is stimulated by their profit. An increase in the cost of borrowing of firms and of microfirms has on the contrary a negative impact on investment. Interest payments, the fact that they enter indirectly in the production function of firms and of microfirms,

²⁰ Lavoie et Godley, [2001-2002], op.cit. p.284

²¹ Bailly J.L.,2003, pp. 360-383.

réduisent leurs bénéfices et par conséquent les opportunités internes de financement de l'investissement. L'effet direct des paiements des intérêts est de nature à réduire la solvabilité des firmes et des entreprises (d'une manière générale), ce qui peut conduire les entreprises à revoir à la baisse leurs projets d'investissement et les institutions bancaires réticentes à accorder les prêts souhaités.

Formellement, le taux d'accumulation du capital des firmes est exprimé comme suit :

$$\frac{I_F l_t}{K_F l_{t-1}} = \gamma_{00} + \gamma_{01} \cdot \left(\frac{P_F}{K_{F,t-1}} \right) - \gamma_{02} \cdot i_{B1} \cdot \left(\frac{L_F}{K_F} \right)_{t-1} + \gamma_{03} \cdot \left(\frac{B_F}{B_{F,pc}} \right) \quad (25)$$

Où :

$\frac{I_F l_t}{K_F l_{t-1}}$ est le taux d'accumulation réel du capital des firmes, que nous noterons désormais (g_F) tel que :

$$g_F = \frac{I_F l_t}{K_F l_{t-1}} \quad (26)$$

γ_0 , l'investissement autonome des firmes et γ_n sont considérés comme des paramètres positifs qui prennent effet après une période et supposent que les biens d'investissement doivent être commandés et qu'ils prennent du temps à être produits et à être installés. Les entrepreneurs sont supposés commander les biens d'investissements en début de période et ont d'ailleurs, une connaissance imparfaite de la période courante.

$\frac{P_F}{K_{F,t-1}}$ est le ratio du profit sur le capital et exprime la part du profit des firmes dans la formation du capital. Nous noterons dorénavant ce ratio $(a_{F_{jc}})$ tel que :

$$a_{F_{jc}} = \frac{P_F}{K_{F,t-1}} \quad (27)$$

$\frac{L_F}{K_F}$ est le ratio de la dette des firmes au capital et exprime la part des emprunts bancaires dans la formation du capital. Nous noterons dorénavant ce ratio $(e_{F_{jc}})$ tel que :

$$e_{F_{jc}} = \frac{L_F}{K_F} \quad (28)$$

$\frac{B_F}{B_{F,pc}}$ est le ratio des biens produits sur les capacités pleines de production des biens. Ce ratio exprime le taux d'utilisation des capacités de production par les firmes. Nous noterons dorénavant ce ratio $(c_{F_{jc}})$ tel que :

$$c_{F_{jc}} = \frac{B_F}{B_{F,pc}} \quad (29)$$

En prenant en compte toutes ces considérations, nous pouvons réécrire (25) comme ci-après :

$$g_F = \gamma_{00} + \gamma_{01} \cdot a_{F_{jc,t-1}} - \gamma_{02} \cdot i_{B1} \cdot e_{F_{jc,t-1}} + \gamma_{03} \cdot c_{F_{jc,t-1}} \quad (25')$$

Par analogie au taux d'accumulation du capital des firmes, nous avons la fonction d'investissement ou plus spécifiquement le taux d'accumulation du capital des microfirmes qui peut être exprimé comme ci-après :

$$g_{MF} = \gamma_{10} + \gamma_{11} \cdot a_{MF_{fc,t-1}} - \gamma_{12} \cdot i_{MF} \cdot e_{F_{fc,t-1}} + \gamma_{13} \cdot c_{MF_{fc,t-1}} \quad (30)$$

Nous considérons dans le modèle présent que les firmes et les microfirmes ne distribuent pas de profit, puisqu'elles n'émettent pas de titre à l'endroit du public.²² Elles paient des intérêts sur les prêts contractés, comme nous l'avons déjà évoqué, et paient des taxes sur les profits réalisés. Les profits des firmes et des microfirmes sont donc décrits par ceux exprimés par les équations (3) et (3') précédentes.

Nous supposons que les firmes et les microfirmes, compte tenu des considérations précédentes, financent les investissements courants en partie par les profits réalisés et en partie par les prêts bancaires et microbancaires, lorsque les premiers sont insuffisants. Formellement, nous avons pour les firmes :

$$pr_{Bt} = pr_{Bt-1} + I_{Ft} - PN_{Ft} \quad (31)$$

Soit :

$$\Delta pr_B = I_{Ft} - PN_{Ft} \quad (31')$$

Par analogie, nous avons pour les microfirmes :

$$\Delta pr_{MB} = I_{MFt} - PN_{MFt} \quad (32)$$

L'investissement global de l'économie en développement est la somme de l'investissement des firmes et celui des microfirmes. Les prêts bancaires sont par conséquent complémentaires aux prêts microbancaires.

c. Proposition 2. Les prêts bancaires et microbancaires sont complémentaires dans leur acheminement au financement de la production globale d'une économie en développement étant donné que les firmes et les microfirmes ne produisent pas les mêmes biens et n'ont pas les mêmes sources externes de financement (financement en dehors du financement réalisé par le profit). Les banques et les microbanques participent donc conjointement au financement de l'accroissement de l'investissement et donc à l'augmentation du taux d'accumulation du capital d'une économie en développement.

On peut écrire formellement pour l'économie en développement dans son ensemble que :

$$\Delta pr = \Delta pr_B + \Delta pr_{MB} = (I_{Ft} + I_{MFt}) - (PN_{Ft} + PN_{MFt}) \quad (33)$$

Finalement, pour n'importe quel niveau de l'investissement global, un changement dans les comportements des services producteurs à détenir des dépôts bancaires et/ou des dépôts microbancaires n'affecte par le volume global de l'épargne.

²² Cette hypothèse nous paraît refléter la réalité du fonctionnement des économies en développement en général et plus particulièrement des économies ouest africaines dans lesquelles le marché des actions n'est pas assez développé.

Supposons que pour un niveau d'investissement donné (I_F) de la firme, les agents économiques (AG_1) détenteurs des revenus décident de ne pas épuiser la totalité des biens produits et décident de détenir la partie non consommée de leur revenu sous forme de dépôts microbancaires. La microbanque peut décider d'utiliser les dépôts sous forme de prêts à la consommation à d'autres agents économiques (AG_2) désireux de consommer le produit de la période courante. Le volume global de l'épargne de la période n'a subi aucun changement et demeure intacte.

Le résultat est le même si la microbanque décide d'utiliser les dépôts sous forme de prêts pour le financement de la production d'une microfirme par exemple. Dans ce cas la production nouvelle génère de revenus nouveaux au point où l'épargne additionnelle est l'équivalent des dépenses de production de la microfirme. Finalement, l'épargne globale de la période considérée est restée inchangée, bien que le revenu global de l'économie ait augmenté.

3.3. Le comportement du gouvernement.

Les dépenses réelles gouvernementales en biens et services sont supposées croître avec le taux de croissance espéré de l'économie. Il finance son déficit en émettant des bons de telle façon que le total des bons émis dans l'économie soit égal au total de sa dette. Le déficit du gouvernement est donné par la dette de la période précédente plus le déficit courant ($-dg_t$).

$$Bg_t = Bg_{t-1} - dg_t \quad (34).$$

Le taux d'intérêt réel des bons est déterminé de manière exogène alors que le taux d'intérêt nominal sur la base du niveau d'inflation anticipée.

3.4. Le comportement des banques

Nous supposons à l'instar du modèle de Lavoie et Godley [2001-2002] que les banques accommodent toutes les demandes de crédit qui leur sont adressées par les firmes et les ménages qui ont accès à leurs services. Nous supposons que les banques octroient le financement nécessaire au début de la période à la mise en œuvre de la production des firmes. Ce financement est essentiellement consacré au paiement des salaires. Le taux d'intérêt appliqué sur les prêts bancaires (ib_1) est déterminé en appliquant une marge sur le taux d'intérêt (iA) payé sur les avances de la Banque Centrale. Nous avons formellement :

$$pr_B^o = pr_B^d \quad (35)$$

$$ib_1 = iA(1 + \theta_b) \quad (36)$$

De manière analogue, les banques déterminent le taux d'intérêt rémunérateur nominal des dépôts (iE_b) en appliquant un écart au taux d'intérêt prêteur et accepte les dépôts des ménages qui ont accès à leur service à ce taux. On a formellement :

$$E_b^o = E_b^d \quad (37)$$

$$iE_b = ipr_B(1 - \theta_{Eb}) \quad (38)$$

Nous considérons que les taux d'intérêt bancaires sont déterminés de telle manière que l'on ait $iEb < iA < ib_1$

3.5. Le comportement des microbanques.

De la même manière que les banques, les microbanques accomodent parfaitement les demandes de crédit légitimes et solvables des microfirmes. Elles octroient le financement nécessaire en début de période à la mise en œuvre de la production des microfirmes. Le financement est entièrement destiné à la rémunération des services producteurs des microfirmes. Le taux d'intérêt prêteur des microbanques est déterminé en appliquant une marge sur le taux d'intérêt (ib_2) payé sur les avances consenties par les banques. Formellement, on a :

$$pr^o_{MB} = pr^d_{MB} \quad (39)$$

$$i_{mb} = ib_1(1 + \theta_{mb}) \quad (40)$$

De manière analogue, les microbanques déterminent le taux rémunérateur des dépôts en appliquant un écart au taux prêteur et acceptent les dépôts des agents économiques qui ont accès à leur service. Nous avons formellement :

$$E^o_{MF} = E^d_{MF} \quad (41)$$

$$iE_{mb} = i_{mb}(1 - \theta_{emb}) \quad (42)$$

Les microbanques ne sont pas soumises aux impositions de réserves obligatoires de la part de la banque centrale.

Les taux d'intérêt des banques et des microbanques sont déterminés de telle manière que l'ont ait $iEb < iA < ib_1 < iE_{mb} < i_{mb}$.

Le taux d'intérêt rémunérateur des dépôts bancaires est plus élevé que le taux d'intérêt rémunérateur des dépôts microbancaires et le taux prêteur bancaire est plus faible que le taux prêteur microbancaire.

Cette situation devrait normalement provoquer une diminution des activités des microbanques, mais du fait des spécificités et de la nature des services des banques et des microbanques dans les économies en développement, la structure des taux d'intérêt n'influence pas le comportement des agents économiques²³. Les activités de financement des microbanques sont complémentaires à celles des banques. **La proposition 1** ci-dessus est confirmée.

²³ Voir proposition 1.

3.6. Le comportement de la Banque Centrale.

a. Hypothèse 3. L'imposition de réserves obligatoires n'a aucun effet sur la capacité des banques à répondre aux demandes de prêts des agents qui ont accès à leur service dans les pays en développement.

b. Démonstration.

La Banque Centrale émet la monnaie nécessaire qui permet de faciliter les transactions entre les firmes, les microfirmes, les ménages, les banques et les microbanques. L'émission de la monnaie Banque Centrale (M_{BC}) se fait par l'intermédiaire de deux canaux: l'émission de la monnaie centrale se fait par l'intermédiaire du canal de l'émission des bons du Trésor et du canal des avances aux banques (A). Nous avons formellement :

$$M_{BC} = A + B_C \quad (43)$$

La demande totale des bons du Trésor est déterminée de telle façon que l'on ait :

$$B_G = B_c + B_b + B_F \quad (44)$$

La banque Centrale accommode parfaitement les demandes d'avances des banques de telle manière que l'on ait :

$$A^o = A^d = A \quad (45)$$

Nous considérons dans le modèle présent que les ménages et les microfirmes ne demandent pas des bons du trésor et que la Banque Centrale acquiert le montant des bons qui n'est pas demandé par le public.

La Banque Centrale impose des réserves obligatoires sur les dépôts des banques. On a formellement :

$$R_o = \psi E_b \quad (46)$$

Supposons que les réserves obligatoires représentent une forme de stérilisation des réserves liquides de la banque. Ce facteur n'affecte pas la capacité réelle des prêts bancaires. Il a pour objectif de forcer les banques à se refinancer régulièrement auprès de la Banque Centrale et permet à cette dernière d'avoir une plus grande maîtrise sur les taux d'intérêt d'une manière générale. Les réserves obligatoires n'affectent pas véritablement la capacité des banques à répondre aux demandes de financement des coûts de production des entreprises, donc ne les pénalisent pas vis-à-vis des microbanques comme peut le supposer les thèses néo-structuralistes. Par ailleurs, les banques et les microbanques ne font pas face à la même clientèle étant donné la structure monétaire et financière "*duale*" des pays en développement.

La preuve en est que, bien que les microbanques ne soient pas soumises à un système de réserves obligatoires, elles font des dépôts sous forme de placements auprès des banques. Ces dépôt-placements peuvent être interprétés comme des réserves libres rémunérées. Ces réserves sont de la même nature que les réserves obligatoires des banques auprès de la

Banque Centrale. Nous considérons que les dépôts des microbanques constituent une sorte de garantie de leur liquidité auprès des banques puisque les premières sont refinancées par les secondes. D'ailleurs, les réserves obligatoires des banques auprès de la Banque Centrale sont désormais rémunérées un peut partout dans le monde. On peut considérer, dès lors, que les réserves obligatoires sont de la même nature que les dépôt-placements des microbanques auprès des banques.

c. Proposition 3. L'imposition de réserves obligatoires n'a aucun effet sur la capacité des banques à répondre aux demandes de prêts des agents qui ont accès à leurs services dans les pays en développement.

3.7. Les relations entre les prix, les salaires et la productivité des firmes et des microfirmes.

a. Hypothèse 4. Dans une économie en développement, le niveau des prix est déterminé par le niveau des salaires unitaires et la productivité du travail. Sa variation dépend de la variation du niveau des salaires et du niveau de la productivité du travail dans le secteur des firmes et celui des microfirmes.

b. Démonstration.

Considérons ici que les profits totaux des firmes (les profits non taxés) et des microfirmes sont déterminés par l'application d'un coefficient multiplicateur sur les salaires.²⁴

Les profits des firmes et des microfirmes sont une portion des salaires distribués de telle façon que l'on ait pour les firmes :

$$P_F = \sigma_F RM \quad (47)$$

Et respectivement pour les microfirmes :

$$P_{MF} = \sigma_{MF} RM \quad (48)$$

On peut déduire le profit total des firmes qui s'exprime formellement comme ci-après :

$$P = P_F + P_{MF} = RM(\sigma_F + \sigma_{MF}) \quad (49)$$

En considérant que les taxes indirectes sont déterminées par l'application d'une constante (φ) sur les ventes finales des firmes et des microfirmes, nous obtenons de l'identité(5), l'égalité suivante :

$$VF_F + VF_{MF} = \frac{1 + \sigma_F + \sigma_{MF}}{1 - (\varphi_F + \varphi_{MF})} .RM \quad (50)$$

²⁴ Conformément à l'hypothèse de Lavoie et Godley [2001-2002], le profit des entreprises est déterminée d'une manière générale par l'application d'une marge sur les revenus de salaire. Cette marge est fixe. Voir également à ce propos J.L. Bailly, 2003. op.cit. p. 375 qui montre que le montant total du profit ne peut dépasser la moitié du revenu courant.

Si nous considérons (VF) comme les ventes finales courantes de toute l'économie, nous pouvons réécrire (50) pour obtenir :

$$VF = \frac{1 + \sigma_F + \sigma_{MF}}{1 - (\varphi_F + \varphi_{MF})} \cdot RM \quad (50')$$

Nous considérons que les firmes et les microfirmes vendent l'ensemble de leur production à leurs salariés (les services producteurs)²⁵, le revenu total réel des ventes de l'économie peut être déterminé par l'égalité suivante :

$$VFl = VF/p \Rightarrow VF = VFl \cdot p \quad (51)$$

Avec (p) le niveau général des prix.

En suivant Lavoie et Godley [2001-2002] , nous considérons que le niveau d'emploi (N) de l'économie considérée est donné par le rapport des ventes à la productivité (π)²⁶, tel que l'on ait formellement :

$$N = VFl/\pi \quad (52)$$

Les salaires de l'économie peuvent être décomposés en unités de salaires tel que l'on ait :

$$RM = s \cdot N \quad (53)$$

En substituant (51), (52), (53) dans (50'), nous obtenons :

$$p = \frac{1 + \sigma_F + \sigma_{MF}}{1 - (\varphi_F + \varphi_{MF})} \cdot \frac{s}{\pi} \quad (54)$$

c. Proposition 4. Le niveau des prix est déterminé dans le modèle par le niveau des salaires unitaires et la productivité du travail. Sa variation dépend de la variation du niveau des salaires et du niveau de la productivité du travail dans le secteur des firmes et celui des microfirmes.

Cette dernière équation reflète également la complémentarité des activités de production des firmes et des microfirmes dans une économie en développement et, par conséquent, la complémentarité de leurs sources de financement, c'est-à-dire le financement par l'intermédiaire des banques pour les unes et des microbanques pour les autres.

²⁵ Voir Bailly, 2003, p. 375, op.cit

²⁶ Nous considérons ici que la productivité est égale à l'inverse du coût de revient (p), c'est-à-dire que $\pi = \frac{1}{p}$.

Conclusion.

Nous avons essayé de démontrer dans un modèle de comptabilité en partie double prenant en compte l'analyse macroéconomique des revenus et intégrant la monnaie et la finance, comment les différents secteurs des économies contemporaines des P.E.D s'interpénètrent. En particulier, nous avons montré comment les banques et les microbanques sont structurellement et fonctionnellement complémentaires dans leurs activités de crédit. Nous avons surtout essayé de montrer que les microbanques constituent une deuxième catégorie de banques chez les banques secondaires de telle manière que l'on ait la Banque Centrale qui est la banque de premier rang; les banques officielles, première catégorie des banques de second rang et les microbanques, deuxième catégorie des banques de second rang. Les banques officielles octroient des prêts à tous les firmes du secteur urbain ou rural qu'elles jugent solvables et peuvent se refinancer auprès de la Banque Centrale pour obtenir la monnaie centrale (billets et réserves) qui la fournit sur demande. De même, les microbanques accordent des prêts aux microfirmes et agents économiques qui ont accès à leur service dans le secteur rural et urbain et jugés solvables ou légitimes. Elles peuvent se refinancer auprès des banques officielles pour obtenir de la monnaie centrale. Finalement les comportements des agents économiques dans les différents secteurs des économies en développement déterminent les relations complémentaires entre les banques et les microbanques qui coordonnent conjointement les anticipations et les actions des différents secteurs économiques des P.E.D.

Références

- Aniket K., (2005), "Self-help Groups: Use of Modified Roscas in Microfinance", www.aniket.co.uk.
- Bailly J.L.,(2003), "On the Macroeconomic Foundations of the Wage-Price Relationship", in *Modern Theories of Money*, Rochon L.P., Rossi S. (eds.), Edward Elgar, pp. 360-383.
- Barboza G.A., Barreto H., (2006), "Learning by Association: Micro Credit in Chiapas, Mexico", *Contemporary Economic Policy*, vol.24, n°2, April, pp: 316-331
- Basu K., (1994), "Rural Credit and Interlinkage : Implications for Rural Poverty, Agrarian Efficiency and Public Policy", *The Development Economic Research Programme. London School of Economics, Working Paper*, n°.54.
- Basu A., Blavy R., Yulek M., (2004)," Microfinance in Africa: Experience and Lessons from Selected African Countries" *IMF Working Paper 04/174*.
- BCEOA, "Statistiques sur les SFD (2002-2005) et Monographies sur les SFD (Diverses publications sur les Monographies 1998-2003)". www.bceao.int
- Bell C.(1990), "Interaction between Institutional and Informal Credit Agencies in Rural India ", *The World Bank Economic Review*, Vol.4. n°.3, September, pp: 309-310.
- Betty D.C., Hong-Bum K., "An Alternative Rational for Financial Dualism: Note", *Journal of Money, Credit and Banking*, Vol.24, n°.4, Nov. 1992.
- Bradley X.(1991), *Biens de Consommations et Biens d'Investissements*, Thèses de Doctorat, Dijon.
- Buffie E.(1984), "Financial Repression, the New Structuralism, and Stabilization Policy in Semi-industrialized Economies", *Journal of development Economics*, 14, April, pp: 305-322.
- Davidson P., (2002), *Financial Markets, Money and the Real World*, Edward Elgar.
- Davidson P.(1986), "Finance, Funding, Saving, and Investment", *Journal of Post Keynesian Economics*, Fall, vo.IX.n°1, pp.101-110.
- Davidson P.(1967) "The Importance of the Demand for Finance", *Oxford Economic papers*, New Series, vol.19, n°.2, July, pp: 245-253.
- Davidson P.(1965) "Keynes's Finance Motive", *Oxford Economic Papers*, New Series, vol, 23, n°.1, Mars, pp: 47-65.
- De Aghion, B.A.Morduch J., (2005), *The Economic of Microfinance*, The MIT Press.
- Doliguez F.,(2002), "Microfinance et Dynamiques Economiques: Quels Effets Après Dix Ans d'Innovations Financières", *Revue Tiers Monde*, t.XLIII, n°172, pp: 783-807.
- Dos Santos C.,(2005), "A Stock-Flow Consistent General Framework for Formal Minskyan Analyses of Closed Economies", *Journal of Poskeynesian Economics*, Summer, vol.27, issue 4, pp: 711-731.
- Fuentes, G. A.(1996) "The Use of Village Agent in Rural Credit Delivery ", *Journal of Development Studies*, 33, pp: 188-209.
- Ghatak M., (1999), "Group Lending, Local Information, and Peer Selection", *Journal of development Economics*, 60, pp: 27-50.

Godley W., (2004), "Towards a Reconstruction of Macroeconomics Using a Stock Flow Consistent (SFC) Model", Working Paper n°16, CERF, University of Cambridge, May.

Godley W., (1999), "Money and Credit in a Keynesian Model of Income Determination", *Cambridge Journal of Economics*, Vol.23, n°4.

Grazianni A. (2003), *The Monetary Theory of Production*, Cambridge, Cambridge University Press.

Harper M., Vogel R., (2005), "The Role of Saving as a Form MFI Funding: Debate", *The Microbanking Bulletin*, August, Issue n°11.pp:5-8

Lafourcade A.L., Isern J., Mwangi P., Brown M. (2005), " Etude sur la Portée et les Performances des Institutions de Microfinance en Afrique", Avril 2005, www.mixmarket.org.

Lambert A. et K. Condé (2002), "Le Secteur Endogène va –t-il disparaître ? Tontine, Usurier et Credit Rural de Guinée", *Revue Tiers Monde*, t. XLIII, n°172, pp : 829-846.

Lavoie M. (2004), *L'économie Postkeynésienne*, La Découverte, Paris.

Lavoie M., (2003), "La Monnaie Endogène dans un Cadre Théorique et Comptable Cohérent" in Piegay P., Rochon L.P., *Théories Monétaires Post keynésiennes*, Economica, Paris.

Lavoie M., Godley, W. (2001–2002) "Kaleckian Growth Models in a Stock and Flow Monetary Framework: A kaldorian View", *Journal of Postkeynesian Economics*, vol.24, n°2, pp: 277-311, Winter.

Lelart M., (2005b), "De la Finance Informelle à la Microfinance" Editions des Archives Contemporaines, AUF.

Lelart M., (2005a), "Le microcrédit, un contrat social ?", *Journal du CNRS*, n°180, Janvier.

Lelart M., (2002), "L'Evolution de la Finance Informelle et ses Conséquences sur l'Evolution des Systèmes Financiers", *Mondes en Développement*, Tome 30 – 119-9.

Lelart M., (2000) "La Stratégie de la Banque Africaine Face aux Secteurs Informel et Formel ", *Savings and Development, Quaterly Review*, n°2, XXIV.

Lim J., (1987), "The New Structuralist Critique of the Monetarist Theory of Inflation: The Case of The Phillippines", *Journal of Development Economics* 25, February, pp: 45-61.

Mckinnon R.I., (1993), *The Order Of Economic Liberalization: Financial Control in the Transition to Market Economy*, The Johns Hopkins University Press, London, 1993.

Mckinnon R. I., (1973), *Money and Capital in Economic Development*, Washington D.C, The Brooking Institution.

Mknelly B., Kevane M., (2002), "Improving Design and Performance of Group Lending: Suggestions from Burkina Faso", *World Development*, vol.30, n°11, pp: 2017-2032.

Nissanke M.K., (2001), "Financing Enterprise Development in Sub-Saharan Africa", *Cambridge Journal of Economics*, 25,343-367.

Nisbet C., (1969), "The Relationship Between Institutional and Informal Credit Market in Rural Chile", *Land Economics*, vol.45, n°2 May, pp: 162-173.

Shaw E., (1973), *Financial Deepening in Economic development*, New York, Oxford University Press.

Sodokin K., (2006a), "La Fonction monétaire des Institutions de Microfinance et leur Relation de Complémentarité avec les Banques officielles dans les Pays en Développement", *Document de Travail du L.E.G*, n°2006-08.

Straub S.,(2005), "Informal Sector: The Credit Markets Channel", *Journal of Development Economics*, 78, pp: 299-321

Taylor L.,(1983), *Structuralist Macroeconomics: Applicable Models for the Third World*, Basic Books, Inc., Publishers New York.

Varghese A.,(2005), "Bank-money lender Linkage as an Alternative to Bank Competition in rural Credit Market", *Oxford Economic Papers*, 57, pp: 315-335.

Wijnbergen S.V.,(1983b), "Interest Rate Management in LDC's", *Journal of Monetary Economics*, 12, Sept., pp: 433-452.

Wijnbergen S.V.,(1983a) "Credit Policy, Inflation, and Growth in a Financial Repressed Economy", *Journal of Development Economics*, vol.13, n°1, August, pp: 45-65.